



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPÉCIALE n° 07 du 21 février 2007

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 22 février 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	66
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	66
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	66
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	66
Arrêté n° 07.BMSSE.06 donnant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement.....	66
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	71
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	71
Délégation de signature	71

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté n° 07.BMSSE.06 donnant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres, en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, en date du 16 février 2007 nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 février 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle et les modificatifs des 3 octobre 2005, 9 mai, 23 août et 10 décembre 2006 ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle et de la réorganisation de ses services suite à la décentralisation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

Art. 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N° code	Nature de la délégation	Références
	1 – ADMINISTRATION GENERALE	
	<u>a/ Personnel de l'Etat</u>	
	<i>* Recrutement</i>	
A1 a1	Concours locaux organisés pour le recrutement d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution des jurys, arrêtés portant sur les commissions locales d'examen pour les concours de chefs d'équipe.	Loi n° 83.634 - Art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée Loi n° 84.16 - Art. 19 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 14 août 1991 - Art. 1, 4, 7 - Arrêté du 23 mars 2003 - Art. 1
A1 a2	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacance à durée déterminée. <i>* Nomination - Affectation – Mutation</i>	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994
A1 a3	Nomination des : - Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1

A1 a4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, - Tous les agents non titulaires de l'Etat. Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a5	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a6	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a7	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local. <i>* Gestion</i>	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
A1 a8	Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : - Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, - Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, - Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a9	Gestion des : - Agents d'exploitation, - Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, - Conducteurs des TPE, À l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, - Avancement des conducteurs principaux des TPE, - Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié
A1 a10	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circ. ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a11	Notation des agents de catégorie A et B.	
A1 a12	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984
A1 a13	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a qualifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a14	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arr du 4 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a15	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C. <i>* Positions</i>	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
	1 – Détachement	
A1 a16	Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : - Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, - Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié

A1 a 17	<u>2 – Disponibilité</u>		A1 a30	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
	L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : - A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, - Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, - Pour élever un enfant de moins de huit ans, - Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, - Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6		<i>* Sanctions Disciplinaires</i>	
A1 a18	<u>3 – Congés</u>		A1 a31	Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6		<i>* Maintien en Poste</i>	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
A1 a19			A1 a32	Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	
	L'octroi : - Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, - Des congés annuels, - Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, - Du congé de présence parentale.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006 Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9		<i>* Nouvelle Bonification Indiciaire</i>	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a20			A1 a33	Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	
	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.		A1 a34	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
A1 a21				<i>* Missions</i>	
	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.		A1 a35	Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986 Circulaire MEFB et MAE B2E22 du 1 ^{er} mars 1991 Circulaires MELT du 09 mai et du 06 novembre 1995 Décret n° 90.437 - Art. 7 du 28 mai 1990 Circulaire fonction publique du 06 novembre 1990 Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A1 a22			A1 a36	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	
	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.		A1 a37	<i>* Concessions de logement</i>	
A1 a23				Sont exclus du champ d'application de cet arrêté : - les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, - les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), - les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	
	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.		A1 a38	Signature des décisions sur la mise à disposition de droit prévue à l'article 105 de la loi n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales.	Décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 Arrêté du 26 octobre 2006 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer
A1 a24	<u>4 – Temps partiel</u>			<u>b/ Responsabilité Civile</u>	
	L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10	A1 b1	Indemnisation des dommages matériels causés à des biens ou à des usagers jusqu'à une somme de 20 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 a25	<u>5 – Réintégration</u>		A1 b2	Règlements amiables portant sur des dommages corporels jusqu'à une somme de 1 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par tiers payeur.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : - Au terme d'une période de travail à temps partiel, - Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, - Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7	A1 b3	Exécution des décisions de justice dans la limite d'une somme de 150 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 a26	<i>* Autorisations Spéciales d'Absence</i>		A1 b4	Frais judiciaires (honoraires d'experts, médecins, avocats ...) dans la limite d'une somme de 15 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par année civile pour une même affaire.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
	Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : - L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, - La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, - Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10		<u>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u>	
A1 a27	<i>* Autorisations Extra-professionnelles</i>			<u>a/ Travaux routiers</u>	
	Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : - Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, - Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971	A2 a1	Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II.	Décret n° 70.1047 du 13 novembre 1970 Circulaire n° 71.337 du 22 janvier 1971
A1 a28	<i>* Accidents</i>		A2 b1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié	A2 b2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968 Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A1 a29			A2 b3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	

A2 b4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations. <u>c/ BEPECASER</u>	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994	A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b
A2 c1	Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen. <u>d/ PERMIS DE CONDUIRE A UN EURO PAR JOUR</u>	Code de la route Art. R.212.1 et suivants	A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.15
A2 d1	Conventions avec les écoles de conduite. <u>3 - PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES</u> <u>a/ Cours d'eau non domaniaux</u>	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005	A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A3 a1	Police et conservation des eaux.	Code de l'environnement Art. L.215.7 à 215.13	A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A3 a2	Curage, élargissement et redressement. <u>4 - CONSTRUCTIONS</u> <u>a/ logement</u>	Code de l'environnement Art. L.215.14 à L.215.24	A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9	A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11	A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5	A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Code de l'urbanisme et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13	A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 a5	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.		A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 a6	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41	A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 a7	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat. <u>b/ H.L.M.</u>	Circulaire n° 99.02 du 12 janvier 1999	A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
A4 b1	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1	<u>c/ Commission départementale des aides publiques au logement</u>		
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c) Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.8	A4 c1	La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la C.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notification des décisions de maintien et de suspension d'A.P.L. (secteurs locatifs et accessions), * Notification des décisions prises par la C.D.A.P.L. en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription, * Notification des décisions en matière de rachat H.L.M. (RAPALA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351.14 R.351.47, R.351.49 à 52
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants	<u>5 - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME</u> <u>a/ Règles d'urbanisme</u>		
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25	A5 a1	Dérogations permettant l'attribution du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes projetées.	Décret N° 58-1316 du 23 décembre 1958 - Art. 2
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11	A5 a2	Approbation du cahier des charges des terrains équipés compris dans les zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et zones d'aménagement concerté (Z.A.C.).	Code de l'urbanisme Art. L.311.6 - Décrets n° 60.554 du 1 ^{er} juin 1960 et n° 69.401 du 16 avril 1969
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.8	<u>b/ Lotissements</u>		
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.7	A5 b1	Décision des lotissements (sauf pour les cas dans lesquels les avis du maire et du directeur départemental de l'Equipement sont divergents), autorisation de vente de lots, l'arrêté de différer les travaux de finition, délivrance des certificats de l'article R.315.36.	Code de l'urbanisme Art. R.315.26 à R.315.39
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.6	A5 b2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de lotissement devra lui être notifiée.	Code de l'urbanisme Art. R.315.15
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25	A5 b3	Demande de pièces complémentaires.	Code de l'urbanisme Art. R.315.16
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25	A5 b4	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Code de l'urbanisme Art. R.315.20
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997			
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995			

A5 b5	Lotissement défectueux. Approbation de procès-verbaux d'adjudications et de marchés. Fixation des clauses et conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions en matière d'exécution de travaux.	Code de l'urbanisme Art. R.317.45 à R.317.46	A5 g2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. R.442.4.4, R.442.4.16 et R.442.6.6
	<u>c/ Certificat d'urbanisme</u>		A5 g3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.442.4.5, R.442.4.16 et R.442.6.6
A5 c1	Délivrance du certificat d'urbanisme lorsque la D.D.E. retient les observations du maire.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1, L.421.2.2b, R.410.23 et R.410.19	A5 h1	Décisions sur les demandes de création de terrains aménagés pour le stationnement de plus de six tentes ou caravanes à la fois.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.443.7.5
	<u>d/ Permis de construire</u>			<u>i/ Coupes et abattages d'arbres</u>	
A5 d1	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant qu'à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire.	Code de l'urbanisme Art. R.421.12 et R.421.42, L.421.2.1	A5 i1	Décisions sur les demandes de coupe et abattage d'arbres compris dans un espace boisé soumis à autorisation préalable.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.130.11
A5 d2	Demande de pièces complémentaires.	Art. R.421.13 et R.421.42, L.421.2.1		<u>j) Stationnement de caravanes</u>	
A5 d3	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Art. R.421.20 et R.421.42, L.421.2.1	A5 j1	Décisions sur les demandes de stationnement de caravanes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.443.5.2
	<u>DÉCISIONS POUR :</u>			<u>k) Avis conformes</u>	
A5 d4	Les permis de construire délivrés au nom de l'Etat concernant les constructions édifiées pour le compte de l'Etat ou du département, de leurs établissements publics ou de concessionnaires de services publics de l'Etat, de la région ainsi que pour le compte d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 k1	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les permis de démolir dans les cas prévus à l'article L.421.2.2.	Code de l'urbanisme Art. R.430.10.3
A5 d5	Les constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la superficie de planchers hors œuvre nette est égale ou supérieure à 1 000 m ² au total.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 k2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur la construction projetée dans les cas mentionnés à l'article L.421.2.2.b.	Art. R.421.22 et R.421.42
A5 d6	Les immeubles de grande hauteur, au sens de l'article R.122.2 du code de la construction et de l'habitation, dans les conditions prévues à l'article R.421.47.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 k3	Avis conforme du préfet sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et déclaration de clôture dans les cas prévus à l'article L.421.2.2.b.	Art. R.422.8
A5 d7	Lorsqu'il est mis à la charge du constructeur, tout ou partie des contributions prévues à l'article L.332.6.1 au L.332.9.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 k4	Avis conforme du préfet sur autorisation de coupe et abattage d'arbres dans les cas prévus à l'article L.421.2.2.b.	Art. R.130.4
A5 d8	Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées aux articles R.421.15 (alinéa 3) est nécessaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 k5	Sanctions prises suite à infractions.	Art. R.480.4
A5 d9	Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer.	Art. L.421.2.1 et R.421.36		<u>l) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologie préventive</u>	
A5 d10	Les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie ainsi que les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 l1	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme Art. L.332.6.4
A5 d11	Les travaux concernant l'édification d'installations nucléaires de base ou les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36		<u>m) Formalités relatives aux enquêtes publiques</u>	
A5 d12	Les constructions comprises dans les zones délimitées par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 m1	Lettres d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux.	Code de l'expropriation Art. R.11.4, R.11.14.5 et R.11.14.7
A5 d13	Les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L.631.7 du code de la construction et de l'habitation.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 m2	Ampliations des arrêtés préfectoraux, visa des pièces annexées.	Art. L.11.2
A5 d14	Dans les cas prévus à l'article R.421.38.8, si les constructions ne se trouvent pas à l'intérieur d'un site inscrit.	Art. L.421.2.1 et R.421.36		<u>n) Zones d'aménagement concerté et déclaration d'utilité publique</u>	
A5 d15	Les constructions situées dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 n1	Transmission des documents au maire ou président EPCI, à l'aménageur, aux journaux, au commissaire enquêteur.	
A5 d16	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un ouvrage militaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36	A5 n2	Ampliations des arrêtés.	
A5 d17	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un polygone d'isolement.	Art. L.421.2.1 et R.421.36		<u>o) Arrêté de cessibilité et demande d'ordonnance d'expropriation</u>	
A5 d18	Décision sur autorisation ou actes relatifs à l'utilisation du sol dans les cas mentionnés à l'article L.421.2.1.b lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art. R.421.33 (2ème alinéa) et R.421.42	A5 o1	Ampliation des arrêtés, lettres du Préfet au Juge de l'expropriation.	Code de l'expropriation Art. R.12.1
A5 d19	Les certificats de conformité.	Art. L.421.2.1, R.460.4.1, R.460.4.2 et R.460.4.3		<u>p) Documents d'urbanisme</u>	
	<u>e/ Permis de démolir</u>		A5 p1	Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 e1	Décision sur les permis de démolir lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département sont conformes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.430.15.6	A5 p2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés (Compte tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 e2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. L.430.7.1 et R.430.15.6	A5 p3	Ampliations des arrêtés d'approbation des cartes communales et visa des pièces annexées.	
A5 e3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. L.430.8 et R.430.15.6		<u>q) Droit de préemption</u>	
	<u>f/ Déclaration de travaux</u>		A5 q1	Zones d'aménagement différé. Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	Code de l'urbanisme Art. R.212.6
A5 f1	Décisions sur les déclarations de travaux exemptés de permis de construire et de déclaration de clôture.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1, R.422.9 et R.421.42	A5 q2	Délivrance du récépissé de la déclaration d'intention d'aliéner dans les Z.A.D. et consultations diverses.	Code de l'urbanisme Art. R.221.4, R.212.5, R.212.6 et R.213.2
A5 f2	Lettre notification date à laquelle les travaux pourront commencer.	Art. R.422.5		<u>r) Publicités, enseignes, pré-enseignes</u>	
A5 f3	Lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.422.5	A5 r1	Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
	<u>g/ Installation et travaux divers</u>		A5 r2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 g1	Décisions sur les demandes d'installation et de travaux divers (alinéa 2, 3, 4 de l'article R.442.6.4).	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.442.6.6	A5 r3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996

6 – TRANSPORTS TERRESTRES		
A6 a1	Réglementation des transports publics routiers de personnes : - inscriptions et radiations au registre des transporteurs, - autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes. - transports routiers internationaux de voyageurs : - autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels. - contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 1 à 11 Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 32 à 39
A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes.	Décret du 6 mars 1979 Art. 9
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - Contrôle.	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 44
7 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL		
A7 a1	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Décret du 7 avril 1987
A7 a2	Déclaration d'innutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Décret du 30 août 1999 Art. 18
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
8 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR – AERODROMES CIVILS		
A8 a1	Autorisation d'occupation temporaire.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A8 a2	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Décret du 29 juillet 1927
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30 Code de l'aviation civile Art. D.233.2
9 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		
A9 a1	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié
A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
10 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT		
A10 a1	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
A10 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
11 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE		
A11 a1	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Art. R.410.1
12 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		
A12 a1	Signature des conventions ATECAT.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services, ainsi qu'aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent : Mesdames Bernadette CLAVEL, Bénédicte HILT, Messieurs René LEHMANN, Daniel MORLON, Pierre NIKOLIC, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER.

Art. 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief par lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel MARTY, la délégation consentie à l'article 1, 2 et 3 ci-dessus, sera exercée par Monsieur Dominique LOUIS, directeur adjoint.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1 aux personnes désignées ci-après :

1 – Madame Bernadette CLAVEL, chargé du service « secrétariat général », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du Directeur départemental de l'équipement) ; A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a14 ; A1 a16 à A1 a31 ; A1 a34 ; A1 a36 ; A1 a37.

2 – Monsieur Régis STENGER, chargé du service « habitat », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a1 à A4 a7 ; A4 b3 à A4 b10 ; A4 b11 à A4 b24 ; A4 c1.

3 – Monsieur Roland SPITZBARTH, chargé du service « aménagement, risques et urbanisme », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A1 b1 à A1 b4 ; A3 a1 ; A3 a2 ; A5 a2 ; A5 b1 à A5 b5 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k5 ; A5 l1 ; A5 m1 à A5 m2 ; A5 n1 à A5 n2 ; A5 o1 ; A5 p1 à A5 p3 ; A5 q1 à A5 q2 ; A5 r1 à A5 r2 ; A9 a1 à A9 a3.

4 – Madame Bénédicte HILT, chargé du service « transports et sécurité », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 b3 ; A2 b4 ; A6 a1 à A6 a2 ; A7 a1 à A7 a5 ; A11 a1.

5 – Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A6 a3.

6 – Monsieur Daniel MORLON, chargé du service « ingénierie d'appui territorial » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a27 ; A1 a36.

7 – Monsieur Pierre NIKOLIC, chargé du "service territorial et de la division territoriale nord", à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 b2 ; A5 b3 ; A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 ; A5 d2 ; A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 l1.

8 – Mesdames et Messieurs Sylvie ANDRE, Michel BOUNEAUD, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Martine COUDERT, Michèle ETIENNE, Elina GREINER, Thierry GUYOT, Sophie HEBARD, Jean-Jacques MARTEL, Patrick MENUOUX, Patricia MOCHI, Philippe MOREL, Isabelle ROUYER-VANNIER, Christian SAUGET, Christophe SAUNIER, Nicole SIEFFER, Lucienne SCHAFF, Patrick VIARD, chargés des unités et pôles de la D.D.E., à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36.

9 – Monsieur Patrice ARNAULT, adjoint au chef de la division territoriale nord, Madame Isabelle THOMAS, messieurs Michel FRANCOIS, Francis SALS, subdivisionnaires, dans leurs limites territoriales, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 l1.

10 – Messieurs Roddy ARMEDE, Stéphane BARBE, Eric COLON, Henri DUPONT, Stéphane JACOTTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles de la D.D.E., à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité).

11 – Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k4 ; A5 l1.

12 – Monsieur Francis MALLET, chargé de l'unité « procédures d'urbanisme », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 q1 ; A5 q2.

13 – Madame Colette LUTZ, chargée du bureau « aménagement foncier », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 q1 ; A5 q2.

14 – Messieurs Dominique MOUSSA, Dominique SCHORB, Mesdames Estelle ANDRE, Renée AUBIN, Hélène GUIDAT, Jocelyne RECLIN, Marie-Christine SIBILLE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité sauf pour Estelle ANDRE) ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3 ; A5 l1.

15 – Messieurs Michel ALOSI, Jean-Philippe BANCZAERT, Patrick DAUVERGNE, Pierre DEVOCHELLE, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Gérard PAKANDLI, Claude PESTELARD, Mesdames Sandrine BACHER, Corinne BETIS, Corinne COLIN, Clothilde DELFOUR, Nicole GENEVAUX, Sylvie HARDOUIN, Francine LINEL, Marie-Thérèse MATHIEU, Véronique MINETTE, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Céline RAYBOIS, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3.

16 – Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A9 a1 et A9 a2.

17 – Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « affaires générales et statistiques », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 r1 ; A5 r2.

18 – Madame Odile MALAISE, chargée de l'unité « action sociale pour le logement », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 a4 ; A4 a5 ; A4 c1.

19 – Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité « programmation et contrôle du logement social », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

20 - Madame Caroline PIOLE, chargée de l'unité « agence nationale pour la rénovation urbaine, délégation territoriale », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

21 - Madame Fabienne PAULUS, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A4 c1.

22 - Monsieur Yann TABERKANE, chargé de l'unité « transports, bruit et sécurité civile », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b3 ; A2 b4.

23 - Monsieur Jean MOSSBACH, chargé du pôle « ressources humaines », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence :

A1 a2 (contrats de vacataires à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du D.D.E.),

A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité, congés pour la naissance d'un enfant, congés de maternité, de paternité et d'adoption, à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a20 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a21 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a22 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a36 ; A2 c1.

24 - Monsieur Jean-Claude GIROT, responsable du domaine « gestion » dans le pôle des « ressources humaines », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a20 ; A1 a21 (pour les congés de maladie ordinaire, à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés aux articles 4 et 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Dominique LOUIS, directeur adjoint :

* par Monsieur Daniel MORLON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A8 a1 à A8 a3.

2 - en remplacement de Madame Bernadette CLAVEL

* par Monsieur Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 ; A1 a13 ; A1 a16 à A1 a18 ; A1 à 19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 5) ; A1 a23 à A1 a26 ; A1 a29 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 5) ; A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a37.

3 - en remplacement de Monsieur Régis STENGER

* par Monsieur Jean-Jacques MARTEL.

4 - en remplacement de Monsieur Roland SPITZBARTH

* par Madame Christiane ALNOT, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A5 b5 ; A5 k5.

* par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

* par Madame Estelle RABY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A3 a1 ; A3 a2.

5 - en remplacement de Madame Bénédicte HILT

* par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

* par les fonctionnaires suivants : Bernadette CLAVEL, René LEHMANN, Daniel MORLON, Pierre NIKOLIC, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros A2 b3 et A2 b4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

6 - en remplacement de Monsieur Pierre NIKOLIC

* par Monsieur Patrice ARNAULT

Art. 7 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinet),

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 8 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

Art. 9 : L'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 ainsi que les modificatifs des 3 octobre 2005, 9 mai, 23 août et 10 décembre 2006 susvisés sont abrogés.

Art. 10 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 20 février 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature

Le directeur général du C.H.U. de Nancy

Vu l'Article D 6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Art. 1 : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,

- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Art. 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur STARK Gérard, Directeur des Ressources Humaines, Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité, contrat emploi jeune, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement à l'emploi ou contrat avenir.

Art. 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, de Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.

Art. 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYROU Marius
- Monsieur CŒUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Monsieur DUCROZ Sylvain
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Madame RUTHMANN Rachel
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur STARK Gérard.
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe
- Monsieur TAFFUT Pascal
- Monsieur GROB Sylvain
- Monsieur REMY Patrick
- Madame LAFOUX Emmanuelle
- Madame CAPPELLI Dominique

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur THOMAS Gérard.
- Monsieur POLEGATO Gérard
- Monsieur VIAUX Alain
- Madame CORBIAT Anne

c) Pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école suivants :

- Madame BIETRY Marie-Thérèse
- Madame GERAULD Geneviève
- Monsieur PUGIN Jean Maurice
- Madame SCHONS Marie Christine
- Madame HOUILLIER Chantal
- Madame PIERROT Monique
- Madame PERRIN Sylvia

d) Pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs de site suivants :

- Monsieur MAUGET Etienne
- Monsieur MILLARD Jean François
- Monsieur MENIGOT Gauthier

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Art. 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et

aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Art. 6 : Donne délégation à Madame ABEL, Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Monsieur ROESCH Charles, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière, Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers et à Monsieur Patrick ALBERT, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame ABEL Françoise, pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U. de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Art. 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.), sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.), sous Contrat d'Adaptation à l'Emploi, sous Contrat Avenir et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et Madame RUTHMANN Rachel,

Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au comptable du C.H.U.

Art. 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 28 décembre 2006

Le directeur général,
Benoît PERICARD

